

Hier, le gouvernement a déposé son budget de dépenses pour l'année financière se terminant le 31 mars 1985. Ces dépenses n'ont-elles augmenté que de 5 p. 100? Si le gouvernement avait cru dans l'utilité de son programme, cela aurait le cas. Or, bien au contraire, selon les prévisions budgétaires du président du Conseil du Trésor (M. Gray), ces dépenses augmenteront l'année prochaine de 10.5 p. 100 pour passer à 98.2 milliards, plus de 20 milliards étant affectés au paiement de l'intérêt sur la dette publique. Monsieur le Président, selon moi, cette somme de 98.2 milliards n'est que de la frime. Je suis ici depuis plus de 26 ans et je sais par expérience qu'à la suite de l'exposé budgétaire, la Chambre est saisie de budgets supplémentaires. Ces budgets sont destinés à permettre au gouvernement de faire face aux dépenses supplémentaires qu'il risque de devoir effectuer d'ici le 1<sup>er</sup> mars prochain.

Voyons à combien se sont élevés ces budgets supplémentaires au cours des quatre dernières années. Les budgets supplémentaires n'ont jamais totalisé moins de 2.5 milliards de dollars et ils ont parfois atteint les sept milliards. Au cours des quatre dernières années, ils ont totalisé en moyenne cinq milliards de dollars. Le budget des dépenses que nous examinons aujourd'hui n'annonce donc pas des dépenses de 98 milliards de dollars pour l'année prochaine, mais bien des dépenses d'environ 103 milliards de dollars.

● (1520)

Cela me fait penser à autre chose. En 1968, l'année où le très honorable premier ministre (M. Trudeau) est arrivé au pouvoir, je me rappelle fort bien que cela avait coûté environ douze milliards de dollars pour gouverner l'ensemble du Canada. A ce moment-là, le pays comptait environ 20 millions d'habitants. Nous sommes seulement 25 millions à l'heure actuelle, ce qui veut dire que la population du Canada n'a augmenté que d'environ cinq millions. Je mentionne ce chiffre simplement pour montrer à quel point le gouvernement a mal géré l'économie du Canada.

Comment pouvons-nous prendre les pronostics du ministre des Finances au sérieux lorsqu'il reconnaît lui-même que les prédictions contenues dans son dernier budget n'étaient pas exactes? Si le taux de croissance a dépassé ce qu'il espérait, comme il l'a dit lui-même, pourquoi s'est-il trompé? Qu'est-ce que cela nous permet d'attendre des prédictions contenues dans le dernier budget? Comment peut-on accepter en toute confiance les prévisions faites dans le budget du gouvernement actuel? Les prévisions à moyen terme du budget de 1980 sont embarrassantes pour quiconque a un peu de mémoire. Rien ne permet de croire que le gouvernement soit plus digne de foi dans ce cas-ci.

De toute façon, comme on prévoit que le taux de chômage ne sera ramené qu'à 8 p. 100—et cela pas avant 1988—il n'y a

rien de quoi enthousiasmer les Canadiens, notamment dans la région de l'Atlantique.

La collaboration est un autre thème cher au ministre, mais, une fois encore, les faits se passent d'explication. Il n'y a guère de groupe dans l'économie canadienne que le gouvernement ne se soit pas aliéné. Le budget n'est qu'une tentative sans conviction pour réparer les dégâts. Il est inutile de rappeler aux exploitants de petites entreprises que la réforme fiscale que le ministre propose dans le budget est simplement une modification de changements fiscaux antérieurs qui avaient laissé le propriétaire de petite entreprise dans un chaos indescriptible en matière de fiscalité. Inutile de rappeler que notre économie n'a pas encore retrouvé le niveau de prospérité qu'elle avait il y a quelques années. On aura beau vanter la rapide progression du produit national brut, le public canadien ne se laissera pas leurrer.

Étant donné que, sous la direction du gouvernement actuel, l'économie a sombré dans un marasme profond, il est normal que la reprise soit spectaculaire. Un théorème affirme qu'à chaque action correspond une réaction égale et opposée. Par conséquent, chaque fois que le ministre affirme que notre économie a progressé plus rapidement depuis quelques mois que celle de la plupart des pays développés, il oublie de préciser que la récession s'est fait sentir plus durement ici. Si le navire de l'État ne risque plus de se fracasser sur les récifs, nous sommes encore bien loin du port, sans carte, sans boussole, sans capitaine compétent. Il fait eau de toutes parts et risque de couler avant que la panne de moteur soit réparée.

Pour ce qui est de la compétitivité de l'industrie canadienne, le ministre, fidèle à la tradition inaugurée par le très honorable premier ministre, s'est servi de la télévision pour sermonner les Canadiens, les exhorter à atteindre un niveau d'excellence mondial. Il me semble qu'il a fallu du temps au gouvernement pour s'en convaincre lui-même. Pourtant, il peut difficilement s'attribuer le mérite de nos excédents commerciaux qui ont connu un sommet temporaire grâce à deux facteurs: d'abord la performance relativement bonne de nos partenaires commerciaux, ce qui leur a permis d'acheter davantage de nos produits; en second lieu, le marasme général de notre économie qui a empêché les Canadiens d'acheter à l'étranger les biens qu'ils importent normalement.

Pour ce qui est de la politique relative à la concurrence, depuis dix ans que nous attendons des mesures à cet égard. D'ici à la fin de son mandat, je doute beaucoup que le gouvernement ait le temps de donner suite à sa promesse. Les Canadiens auront la sagesse de ne placer aucun espoir dans cette promesse pas plus que dans les autres, par exemple, la réforme des pensions qui ne sera pas terminée avant 1987.